

N°770

20 Oct. 2017  
Notre courriel :  
ufc@cgt-fapt.fr

## Unis pour sauver le Service Public !

Avec près de 400 000 manifestants dans plus de 140 villes, la journée unitaire de grève et de manifestation du 10 octobre est incontestablement une réussite !

Les fonctionnaires et les salariés précaires des services publics étaient des dizaines de milliers en grève, avec un taux global de grévistes de l'ordre de 30% et des pointes à plus de 50% dans de nombreux secteurs d'activité.

Partout, fonctionnaires et précaires ont défilé ensemble pour exiger la résorption de la précarité, l'augmentation de leur rémunération, la création d'emplois statutaires, les moyens budgétaires pour répondre aux besoins, l'amélioration des conditions de travail. Dans de nombreuses localités, les salariés en contrats aidés ont défilé pour exiger la transformation de leurs contrats en emplois pérennes.

Ce même jour, les salariés des services publics belges se sont massivement mobilisés sur les mêmes revendications. À Paris, une forte délégation de la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP) était présente.

La mobilisation des agents, le soutien affiché d'autres catégories professionnelles et de la population montrent que l'exigence de progrès social est importante.

Cette journée d'action est un tremplin pour les agents de la fonction publique pour gagner de meilleures conditions de vie, conquérir les moyens qui permettent d'offrir à la population des services publics de qualité.

La participation de salariés du privé, de privés d'emplois et précaires, de retraités, d'étudiants et de lycéens, qu'elle soit individuelle ou organisée, démontre la volonté du monde du travail de faire converger les luttes sociales contre la régression « en marche ».

C'est pour répondre à cette demande de plus en plus prégnante que la CGT a décidé d'appeler à une journée d'action interprofessionnelle le 19 octobre prochain.

**L'austérité tue  
nos services publics**

FLASH  
CADRES



FLASH  
CADRES

### Branche Poste

#### Formation Courrier-Colis : le coup d'état permanent ?

Après une nouvelle tentative d'imposer un dialogue social sans ordre du jour, ni documents préparatoires, l'USCC persiste dans un coup de force menaçant les droits et garanties collectives. En effet, si le refus de plusieurs organisations syndicales, dont la CGT, avait fait reculer la direction, c'est aujourd'hui sa lecture unilatérale des textes régissant le report des congés qu'elle tente d'imposer. Comme dans d'autres métiers déjà visés, la réponse collective se doit d'être ferme et rapide.

Ainsi, les militants CGT issus des métiers de la Formation n'ont pas tardé à répondre officiellement en exigeant le respect des textes en vigueur. Les syndicats départementaux et leurs sections Cadres sont pleinement mobilisés pour intervenir aux côtés des métiers concernés. Coordonnées sur [cgtfapt.fr](http://cgtfapt.fr)

#### Tout va bien !

c'est le constat des dirigeants de la Direction du Développement Commercial Entreprises (DDCE) avec la publication des résultats commerciaux à fin août et du sondage DVAN lors d'une CDSP le 5 octobre 2017. Les résultats positifs de la DDCE sont en trompe-l'œil car ils cachent de grandes disparités, au niveau des zones et des canaux de vente (FAF ou Télévente). L'outil de la mesure client (NPS), en hausse, fait apparaître un défaut de conseil vers les entreprises que la DDCE entend solutionner par de la formation.

Les Experts Solutions sont en nombre insuffisant pour couvrir tous les besoins en formation et appui à la vente. Cette population, fortement impactée par les suppressions d'emplois des 3 dernières années, ne dira en aucun cas que ... tout va bien.

### Branche Télécoms

#### Philippe Martinez militant CGT à Orange !

Quelle surprise le 10 octobre, pour les cadres et cadres supérieurs du site Orange C5 à Chatillon, de se voir accueillir par Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, tracts sous le bras, les invitant à participer à une réunion débat sur leur site ! Débattre à bâtons rompus de l'avenir de l'entreprise, des propositions CGT pour un service public de la communication, échanger librement sur la loi travail XXL et ses conséquences pour les cadres d'Orange, c'est bien l'image de toute une organisation engagée dans les élections professionnelles qui a dominé cette matinée.

N'en déplaise, c'est l'inverse de toute forme de renoncement qui s'exprimait, avec la perspective du vote CGT comme outil de contestation et d'affirmation de propositions alternatives.

#### Les tricheurs

Le gouvernement veut mettre fin aux pratiques d'optimisation fiscale de certains opérateurs téléphoniques qui appliquent des taux de TVA réduits sur leurs offres. En cause, l'application du taux de TVA réservé à la presse par SFR, Bouygues Telecom et Canal+, à la place du taux normal. Ces opérateurs proposent des services de téléchargement de titres de presse dans leurs forfaits et appliquent sur une partie du forfait la TVA correspondant à la presse (2,1%), alors que le taux s'appliquant à la téléphonie est de 20%.

Le gouvernement propose que ce taux de 2,1% s'applique uniquement sur les sommes versées par les opérateurs aux éditeurs de presse. Cette clarification devrait être opérationnelle prochainement. Impossible cependant de savoir de combien le montant HT va baisser en moyenne car les opérateurs ne communiquent pas sur ce sujet.

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications CGT

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : [ufc@cgt-fapt.fr](mailto:ufc@cgt-fapt.fr) - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

**Contre le mépris**

La phrase du Président envers ceux qui « foutent le bordel » a exaspéré les salariés creusois de GM&S.

Comme si le mépris qu'il affiche pour la France et les Français, surtout modestes, ne suffisait pas, il en rajoute une couche avec grossièreté. Cela nous donne un « bordelgate », surtout révélateur du narcissisme jupitérien d'Emmanuel Macron.

Macron, c'est l'expression du mépris social pour les salariés et en même temps de la compassion fiscale pour les grandes fortunes.

Les salariés de GM&S, comme d'autres, attendent des représentants politiques, et en tout premier lieu du Chef de l'Etat, non pas des insultes mais des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et de la protection sociale, en résumé, des lois qui permettent d'améliorer les conditions de vie et de travail dans notre Pays.

**2/3 contre !**

Selon un récent sondage Harris Interactive, il en ressort que les Français sont mal informés sur les réformes de la loi travail. Seulement 4 Français sur 10 se disent bien informés à ce sujet.

Les organisations syndicales ont un travail important à accomplir pour mobiliser. Les Français ont majoritairement une opinion négative, et sont inquiets quant à l'avenir des droits et des conditions de travail, ainsi que des risques de « licenciements » et de « précarité ».

Près de 2 Français sur 3 se disent opposés à cette réforme, plus des 3/4 pensent que cette loi va réduire le pouvoir des syndicats, 63% estiment qu'elle va détériorer les conditions de travail des salariés, 57% soutiennent grèves et manifestations, même s'ils ne sont pas prêts à y participer...

**Sécu : austérité confirmée**

La dernière Commission des comptes a confirmé la priorité absolue donnée à la réduction des déficits : +2,3% pour les dépenses d'assurance maladie alors que la tendance est à +4,5%, et bascule des cotisations salariales d'assurance maladie et chômage vers la CSG. Cette baisse de plus de 4 milliards € rend peu crédible la Ministre de la Santé dans ses souhaits de prévention, d'égalité d'accès aux soins et d'innovation.

Quant à la hausse de 2 € du forfait hospitalier, elle sera en fait supportée par les assurés, puisque les mutuelles devront la répercuter. De plus, l'augmentation du minimum vieillesse de 100 € sur 3 ans, bienvenue même si insuffisante, ne saurait compenser pour une majorité de retraités la baisse de pouvoir d'achat due à la hausse de la CSG !

**Pour une sortie négociée et politique du conflit espagnol**

L'engagement avec le peuple de la Catalogne pour la cohésion sociale du pays pousse la CCOO à chercher des cadres de dialogue face à la gravité de la situation politique en Espagne. La CCOO dénonce les actions du gouvernement espagnol responsable de violations des droits et libertés. Elle participe à la constitution d'une commission indépendante pour la médiation, le dialogue et la conciliation, promu par le Col-legi de l'Advocacia de Barcelona (Association du Barreau de Barcelone) et propose d'ouvrir une double négociation simultanée pour une sortie politique de la situation du pays, avec un nouveau cadre d'auto-gouvernance pour la Catalogne, en donnant la parole aux Espagnols.

Non au franquisme recyclé !

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

**Double peine**

La moitié des personnes en situation d'handicap ont un niveau de vie inférieur à 1540 € par mois, soit près de 200 € de moins qu'une personne valide. Plus le handicap est sévère, plus le revenu est faible et le niveau de pauvreté élevé.

Parmi l'ensemble des 15-64 ans, 19,8% des personnes qui souffrent d'un handicap mental, et même 30,3% quand ce handicap est sévère, vivent sous le seuil de pauvreté (60% du revenu médian soit 720 €), alors que c'est le cas de 12,7% des personnes sans handicap.

Être touché par plusieurs limitations physiques et/ou mentales, c'est aussi être davantage exposé à la pauvreté : un quart des personnes dans ce cas vivent sous le seuil de pauvreté, un tiers quand des limitations sont sévères.

**Y'a bon !**

L'effet d'aubaine du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) vient d'être à nouveau confirmé par le Comité de suivi du CICE. Il montre un effet très limité et même nul du CICE en matière d'exportations, d'investissements, de salaires, de taux de marge, de recherche-développement, etc.

Concernant l'emploi, le rapport retient « un effet positif mais modéré, de l'ordre de 100 000 emplois sauvegardés ou créés sur la période 2013-2015 ». Ces résultats tranchent avec le million d'emplois promis, et revendiqué par le Medef ! Ils confirment que des entreprises bénéficiaires du CICE licencient pourtant en masse.

Au total, ce sont 100 milliards d'€ qui devraient être « distribués » avec une efficacité moindre ! L'urgence est au contrôle des aides publiques !

**Contre-pied total !**

Le Fonds monétaire International (FMI) devrait publier une étude qui va faire date: elle promeut une hausse des impôts pour les plus riches. Cette hausse, disent les économistes du Fonds, ne remettra pas en cause la croissance.

« Réparer le toit », précise Christine Lagarde, c'est investir dans les écoles, dans les transitions énergétiques, dans les crèches pour inclure les femmes dans le monde du travail. Autant de politiques qui sont nécessaires pour consolider la croissance future et mieux la répartir.

Bref, l'exact contraire de la politique économique actuelle mise en place par Macron, Président des riches, notamment sur la réforme de l'ISF.

**Une norme internationale !**

Depuis quelques jours, des milliers de témoignages montrent l'ampleur des violences subies par les femmes. Au travail, 80% des femmes disent être victimes de sexisme et 20% de harcèlement sexuel. Avec la Confédération Syndicale Internationale, la CGT se bat pour qu'une nouvelle norme internationale soit adoptée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). La norme est, enfin, inscrite à l'ordre du jour de l'OIT en 2018, chaque pays doit maintenant se positionner sur le contenu.

La CGT a interpellé le gouvernement car si elle se félicite de l'annonce, par la secrétaire d'État, d'une loi pour lutter contre les violences, elle l'appelle, aussi, à mettre ses actes en conformité avec ses paroles, en commençant par soutenir l'adoption d'une norme OIT contraignante qui renforce la prévention et la protection des victimes !